

Le gouvernement dissout la Ligue de Défense Noire Africaine et la maison d'édition Nawa

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 34 minutes,
Mis à jour il y a 12 minutes

La Ligue de Défense Noire Africaine (LDNA), qualifiée d'organisation «*raciste*» par le ministre de l'Intérieur après des tensions à Val-de-Reuil (Eure), a été dissoute mercredi 29 septembre en conseil des ministres, a annoncé sur Twitter Gérald Darmanin.

Par ailleurs, la maison d'édition «*Nawa*» basée en Ariège a été également dissoute en conseil des ministres, en raison notamment de la diffusion de «*plusieurs ouvrages légitimant le djihad*», selon le ministère de l'Intérieur.

Selon le décret de dissolution, la LDNA «*diffuse une idéologie appelant à la haine, à la discrimination et à la violence en raison de l'origine, de l'orientation sexuelle*» et est «*impliquée de manière récurrente dans l'organisation d'actions coup de poing isolées ou à l'occasion de manifestations commettant ou appelant à commettre des agissements violents*». Contactée mercredi par l'AFP, la LDNA n'a pas souhaité faire de commentaires.

Début septembre, après des «*actions*» violentes à Val-de-Reuil (Eure), le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin avait engagé sa dissolution. «*J'ai décidé de lancer la procédure engageant la dissolution de la Ligue de Défense Noire Africaine. Les discours de cette structure raciste appellent à la haine et à la discrimination*», avait-il indiqué. La LDNA se définit sur les réseaux sociaux comme un «*mouvement révolutionnaire pour la défense des droits des Afro-descendants et des Africains*». Près de 300.000 personnes sont abonnées à sa page Facebook. Son président et fondateur se présente sur son compte Twitter comme un «*activiste politique, résistant Pan-Africain, combattant de la liberté, révolutionnaire*».

La conclusion de plus d'un an de tensions

Plusieurs politiques, dont des membres du Rassemblement national, demandaient la dissolution de l'association, notamment depuis une manifestation organisée contre les violences policières en juin 2020 devant l'ambassade des États-Unis. Selon le ministre, «*ses actions*» ont causé des «*troubles à l'ordre public*» comme à Val-de-Reuil (Eure), où l'organisation avait appelé à manifester contre le maire socialiste de la ville, Marc-Antoine Jamet, après une semaine de tensions, ayant pour origine une rixe entre deux enfants le 5 septembre.

Gérald Darmanin avait demandé mi-septembre la dissolution de la LDNA, en argumentant que *«sa ligne éditoriale est clairement anti-universaliste et en contestation directe des valeurs occidentales. Elle a diffusé plusieurs ouvrages légitimant le djihad»*, avait précisé l'entourage du ministre. Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a qualifié cette dissolution de *«mesure forte»*, en disant à l'issue du conseil des ministres: *«Notre main ne tremble pas quand il s'agit de défendre la République face à ceux qui croient pouvoir la faire plier»*. Il a reproché à l'association d'avoir *«tenté d'envahir la mairie de Val-de-Reuil»*.

Annonçant par ailleurs la dissolution de la maison d'édition *«Nawa»*, Gabriel Attal lui a reproché d'avoir fait *«l'apologie du djihad»*, *«sous le prétexte de la traduction»*. L'association, dont le nom complet est *«Nawa Centre d'études orientales et de traduction»* est une *«maison d'édition associative»*, a-t-on détaillé de source ministérielle. Elle avait été déclarée en sous-préfecture de Pamiers en 2008.

Elle se présente sur son site internet comme une maison d'édition ayant *«la volonté de valoriser les sciences humaines et politiques issues de l'héritage musulman»*. Dans un communiqué diffusé le 20 septembre sur Twitter, Nawa estime que les accusations *«reposent quasi exclusivement sur d'hypothétiques délits d'opinion, de croyance»* et qu'*«elles entravent la liberté d'expression et d'édition, qui en aucun cas n'ont troublé l'ordre public à ce jour»*. Depuis plus de 10 ans, les ouvrages de Nawa, *«quelle que soit la critique que l'on peut en faire, ne justifient en aucun cas le terrorisme, la haine, l'antisémitisme»*, a assuré l'association.